

Vu l'accord de l'Exécutif régional wallon;

Arrête :

Article unique. La date d'entrée en vigueur du décret portant approbation de l'accord instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, conclu à Bruxelles, le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon est fixée au 1^{er} mars 1990.

Bruxelles, le 18 mars 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française ;

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1902

18 MAART 1990. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de datum van inwerking-treding van het decreet van 22 december 1989 houdende goedkeuring van het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 2 van het decreet van 22 december 1989 houdende goedkeuring van het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming op 1 maart 1990 dienen operationeel te worden gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve op datum van 18 maart 1990 genomen beslissing;

Gelet op het akkoord van de Waalse Gewestexecutieve,

Besluit :

Enig artikel. De datum van inwerkingtreding van het decreet houdende goedkeuring van het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve, is vastgesteld op 1 maart 1990.

Brussel, 18 maart 1990.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE

F 90 — 1903

18 MARS 1990. — Accord déterminant les modalités relatives aux subventions, au personnel et au contrôle des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, ainsi que leur ressort territorial, conclu à Bruxelles le 18 mars 1990, entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon

Vu l'accord instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, conclu à Bruxelles, le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon, approuvé par le décret communautaire du 22 décembre 1989 et par le décret régional du 15 février 1990;

Vu l'article 02.bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles;

Considérant qu'il faut compléter l'accord du 24 novembre 1989, notamment ses articles 2, 13, 14 et 15, par des mesures d'exécution;

L'Exécutif de la Communauté française, représenté par M. Jean-Pierre Grafé, Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,
 et
 L'Exécutif régional wallon, représenté par M. Edgard Hismans, Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,
 Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définition

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord, on entend par « Comité subrégional », le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation visé à l'article 1^{er} de l'accord du 24 novembre 1989 instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation.

CHAPITRE II. — Des subventions de fonctionnement

Art. 2. Les frais de fonctionnement du Comité subrégional sont pris en charge pour une part égale par la Communauté française et la Région wallonne.

Les subventions de fonctionnement sont mises à la disposition des Comités subrégionaux en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal à payer au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

Art. 3. Pour chaque année civile, au plus tard pour le 1^{er} octobre qui précède l'exercice, le Comité subrégional établit son budget.

Art. 4. Le projet de budget est soumis à l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne. Cet avis est rendu pour le 1^{er} novembre au plus tard.

Art. 5. Le défaut d'approbation du budget par les Exécutifs pour le 1^{er} janvier de l'exercice ne fait pas obstacle à l'utilisation des subventions prévues au projet de budget pour autant qu'il s'agisse de dépenses déjà autorisées par le budget de l'année précédente.

Ces subventions ne pourront dépasser le montant du dernier budget approuvé et ce, proportionnellement à la période à laquelle ces crédits se rapportent.

CHAPITRE III. — Des subventions spécifiques

Art. 6. La Région wallonne, la Communauté française peuvent accorder au Comité subrégional des subventions spécifiques pour des actions déterminées.

Le Comité subrégional peut recevoir des subventions provenant d'autres pouvoirs publics.

Art. 7. Le Comité subrégional peut également recevoir des subventions relevant de l'initiative privée.

CHAPITRE IV. — Du personnel

Art. 8. Le fonctionnement du Comité subrégional est assuré par trois agents au minimum sur lesquels le Comité aura marqué son agrément. Ces agents, mis à la disposition du Comité, sont recrutés ou détachés par des organismes créés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Il compte un agent de niveau 1, un agent de niveau 2 et un agent de niveau 3.

Art. 9. Le Comité subrégional conclut avec les organismes qui ont mis le personnel à sa disposition des conventions fixant notamment les modalités de remboursement des frais de personnel.

Art. 10. Les agents du Comité subrégional sont placés sous l'autorité du Président.

CHAPITRE V. — Du contrôle et de la comptabilité

Art. 11. Tout délégué visé à l'article 14 de l'accord du 24 novembre 1989 peut prendre un recours auprès du Ministre compétent contre toute décision contraire à l'accord ou contre toute décision concernant la gestion administrative et financière des moyens provenant du financement par les pouvoirs publics.

Le recours s'exerce dans un délai de quatre jours francs. Il court à partir du jour de la réunion où la décision a été prise si le délégué avait été régulièrement convoqué; dans le cas contraire à partir du jour où il en a pris connaissance.

Si dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai fixé à l'alinéa précédent, le Ministre saisi du recours n'a pas décidé l'annulation, la décision suspendue peut être exécutée.

Art. 12. L'octroi et l'emploi des subventions destinées au fonctionnement du Comité subrégional ainsi qu'au financement des actions spécifiques entreprises sont soumis au contrôle des administrations communautaires et régionales, selon les modalités de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967.

En outre, la Cour des Comptes est habilitée à procéder à l'examen des justificatifs de dépenses sur pièces et sur place.

Art. 13. Le Comité subrégional est soumis au plan comptable dont le modèle constitue l'annexe I du présent accord.

L'agent de niveau 1 est ordonnateur des dépenses.

L'agent de niveau 2 en est le comptable.

Art. 14. Dans le cas où un réviseur est désigné conformément à l'article 15 de l'accord du 24 novembre 1989, il contrôle les comptes du Comité subrégional et en certifie l'exactitude et la sincérité.

Il peut prendre connaissance de tous livres et documents, de la correspondance, des procès-verbaux et de toute écriture en général.

Il vérifie la consistance des biens et des fonds dont le Comité subrégional a l'usage ou la gestion sans jamais pouvoir s'immiscer dans la gestion de celui-ci.

Il adresse aux Exécutifs un rapport à l'occasion de l'établissement du compte annuel du Comité subrégional.

Il leur signale en outre toute négligence, irrégularité ou toute situation de nature à compromettre l'équilibre financier du Comité subrégional.

Les frais liés au contrôle des comptes sont pris en charge par le Comité subrégional concerné.

CHAPITRE VI. — *Du ressort territorial*

Art. 15. Le ressort territorial de chaque sous-région visée à l'article 1^{er} de l'accord du 24 novembre 1989 correspondant au territoire couvert par :

1. le Service subrégional de l'Emploi de Liège
2. le Service subrégional de l'Emploi de Huy
3. le Service subrégional de l'Emploi de Namur
4. le Service subrégional de l'Emploi de Charleroi
5. le Service subrégional de l'Emploi d'Arlon
6. le Service subrégional de l'Emploi de Nivelles
7. les Services subrégionaux de l'Emploi de Mons et de La Louvière
8. les Services subrégionaux de l'Emploi de Tournai et de Mouscron
9. le Service subrégional de l'Emploi de Verviers.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses*

Art. 16. Il est alloué au Président du Comité subrégional et au Président de la Commission Emploi-Formation-Enseignement une indemnité forfaitaire de 1 500 francs, ainsi que le remboursement des frais réels de déplacement équivalant à un titre de transport par chemin de fer en première classe par réunion à laquelle ils assistent.

Il est alloué aux membres du Comité subrégional et aux membres de la Commission Emploi-Formation-Enseignement une indemnité forfaitaire de 500 francs, ainsi que le remboursement des frais réels de déplacement équivalant à un titre de transport par chemin de fer en première classe par réunion à laquelle ils assistent.

Art. 17. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} mars 1990.

Bruxelles, le 18 mars 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.P. GRAFE

Par l'Exécutif de la Région wallonne :

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

ANNEXE I.

Plan comptable des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation

I. Comptes du bilan

Classe 1. Fonds propres, provisions pour risques et charges et dettes à plus d'un an

- 100 Capital
- 120 Plus-values de réévaluation sur immobilisations
- 130 Réserve légale
- 132 Réserves immunisées
- 133 Réserves disponibles
- 140 Bénéfice reporté ou perte reportée
- 150 Subsides en capital
- 160 Provisions pour risques et charges
- 170 Dettes à plus d'un an — emprunts
- 175 Dettes à plus d'un an — dettes commerciales
- 179 Dettes à plus d'un an — dettes diverses

Classe 2 Frais d'établissement, actifs immobilisés et créances à plus d'un an

- 200 Frais d'établissement
- 210 Immobilisations incorporelles
- 220 Terrains et constructions
- 230 Installations, machines et outillage
- 240 Mobilier
- 241 Matériel roulant
- 250 Immobilisations détenues en location-financement
- 288 Cautionnements versés en numéraire
- 290 Créances commerciales — clients

Classe 3 Stock et commandes en cours d'exécution

Classe 4 Créances et dettes à un an au plus

- 400 Créances commerciales — clients
- 411 T.V.A. à récupérer
- 412 Impôts et précomptes à récupérer

- 414 Produits à recevoir
- 416 Créances diverses
- 417 Créances douteuses
- 419 Réductions de valeurs actées
- 420 Dettes à plus d'un an échéant dans l'année
- 430 Dettes financières
- 440 Fournisseurs
- 444 Factures à recevoir
- 450 Dettes fiscales estimées
- 451 T.V.A. à payer
 - 4510 T.V.A. due
 - 4511 T.V.A. déductible
 - 4512 Compte courant administration T.V.A.
- 452 Impôts et taxes à payer
- 480 Dettes diverses
- 490 Loyer à reporter
- 491 Produits acquis
- 492 Charges à imputer
- 493 Produits à reporter

Classe 5 Placements de trésorerie et de valeurs disponibles

- 55 Etablissements de crédit
- 58 Office des chèques postaux
- 57 Caisse

II. Comptes de charges et produits**Classe 6 Charges**

- 610 Loyers et charges locatives
 - 6100 Loyers
 - 6101 Charges locatives
- 611 Entretien, réparation et aménagement des locaux
- 612 Fournitures faites à l'entreprise
 - 6120 Eau, gaz, électricité, chauffage
 - 6121 Téléphone, télégramme, télex, téléfax, frais postaux
 - 6122 Livres, bibliothèque
 - 6123 Imprimés, fournitures de bureau
- 613 Rétribution de tiers
 - 6131 Assurances non relatives au personnel
 - 6132 Divers, (commissions, honoraires, cotisations)
 - 6133 Transports et déplacements
 - 61331 Voyages, déplacements, représentation du personnel
 - 61332 Voyages, déplacements, représentation des membres du Comité
- 614 Annonces, publicité, propagande et documentation
 - 6140 Annonces et insertions
 - 6141 Catalogues et imprimés
 - 6143 Foires et expositions
 - 6146 Missions et réceptions
 - 6147 Documentation
- 615 Sous-traitants
- 620 Rémunérations et avantages sociaux directs des membres du Comité
- 630 Dotations aux amortissements et réductions de valeur sur immobilisations
- 634 Réductions et valeur sur créances commerciales à un an au plus
- 636 Provisions pour grosses réparations et entretiens
- 637 Provisions pour autres risques et charges
- 640 Charges fiscales d'exploitation
- 643 Charges diverses d'exploitation
- 650 Charges financières
- 660 Charges exceptionnelles
- 670 Impôt sur le résultat
- 690 Affectations et prélèvements

Classe 7 Produits

- 705 Prestations de services
- 740 Subsidés d'exploitation
- 749 Produits divers
- 750 Produits financiers
- 760 Produits exceptionnels
- 771 Régularisation d'impôts sur le résultat
- 790 Affectations et prélèvements

VERTALING

N 90 — 1993

18 MAART 1990. — Akkoord houdende bepaling van de nadere regels betreffende de toelagen, het personeel en de controle van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming alsook van het territoriaal gebied ervan, gesloten te Brussel op 18 maart 1990, tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve

Gelet op het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming gesloten te Brussel op 24 november 1989 tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve, goedgekeurd bij het Gemeenschapsdecreet van 22 december 1989 en bij het Gewestdecreet van 15 februari 1990;

Gelet op artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het akkoord van 24 november 1989, inzonderheid de artikelen 2, 13, 14 en 15, met uitvoeringsmaatregelen dient te worden aangevuld;

Zijn de Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Jean-Pierre Grafe, Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

en

de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Edgard Hismans, Minister voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden en de Tewerkstelling overeengekomen als volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit akkoord dient te worden verstaan onder « Subregionaal Comité » het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming bedoeld bij artikel 1 van het akkoord van 24 november 1989 tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming.

HOOFDSTUK II. — *De werkingstoelagen*

Art. 2. De werkingstoelagen van het Subregionaal Comité zijn in gelijke delen ten laste van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest.

De werkingstoelagen worden ter beschikking van de Subregionale Comités gesteld in vier trimestriële delen waarvan het bedrag hetzelfde is en die uiterlijk de twintigste dag van elk trimester moeten uitbetaald worden.

Art. 3. Voor elk kalenderjaar, uiterlijk voor 1 oktober die het boekjaar voorafgaat, maakt het Subregionaal Comité zijn begroting op.

Art. 4. Het begrotingsontwerp wordt voor advies voorgelegd aan de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest. Dit advies wordt uiterlijk voor 1 november uitgebracht.

Art. 5. Het feit dat de begroting niet wordt aangenomen door de Executieven voor 1 januari van het boekjaar belet niet het gebruik van de toelagen voorzien bij het begrotingsontwerp voor zover het uitgaven betreft die reeds toegestaan werden bij de begroting van het voorafgaand jaar.

Deze toelagen mogen het bedrag van de laatst goedgekeurde begroting niet overschrijden en dit in verhouding tot de periode waarop die kredieten betrekking hebben.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke toelagen*

Art. 6. Het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap kunnen aan het Subregionaal Comité specifieke toelagen toekennen voor bepaalde acties.

Het Subregionaal Comité kan toelagen ontvangen die voortkomen uit andere openbare besturen.

Art. 7. Het Subregionaal Comité kan eveneens toelagen ontvangen die afhankelijk zijn van het particulier initiatief.

HOOFDSTUK IV. — *Het personeel*

Art. 8. Minimum drie personeelsleden aangenomen door het Comité zijn belast met de werking van het Subregionaal Comité. Deze personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld van het Comité, worden aangeworven of gedetacheerd door instellingen opgericht of betoelaagd door openbare besturen. Het Comité telt  n personeelslid dat tot het niveau 1 behoort,  n personeelslid dat tot het niveau 2 behoort en  n personeelslid dat tot het niveau 3 behoort.

Art. 9. Het Subregionaal Comité sluit overeenkomsten met de instellingen die eraan personeel ter beschikking stellen, tot vaststelling inzonderheid van de nadere regels voor de terugbetaling van de personeelskosten.

Art. 10. De personeelsleden van het Subregionaal Comité staan onder het gezag van de voorzitter.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht en boekhouding*

Art. 11. Elke afgevaardigde bepaald in artikel 14 van het akkoord van 24 november 1989 kan een beroep instellen bij de bevoegde Minister tegen elke beslissing die in strijd is met het akkoord of tegen elke beslissing betreffende het administratief en financieel beheer van de middelen die voortkomen uit de financiering door de overheid.

Het beroep moet worden aangetekend binnen een termijn van vier volle dagen. Het begint te lopen de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen indien de afgevaardigde regelmatig opgeroepen werd; in een daarmee strijdig geval vanaf de dag waarop hij er kennis van heeft genomen.

Indien de Minister bij wie het beroep aanhangig is binnen een termijn van twintig volle dagen geen beslissing tot vernietiging heeft genomen, kan de geschorste beslissing uitgevoerd worden.

Art. 12. De toekenning en het gebruik van de toelagen bestemd tot de werking van het Subregionaal Comité evenals tot de financiering van de ondernomen specifieke acties staan onder toezicht van de Gemeenschaps- en Gewestbesturen, op de wijze die door het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 wordt bepaald.

Daarenboven is het Rekenhof ertoe bevoegd de bewijsstukken van de uitgaven, op stukken of ter plaatse, te onderzoeken.

Art. 13. Het Subregionaal Comité is onderworpen aan het rekeningenstelsel waarvan het model de bijlage I van dit akkoord uitmaakt.

Het personeelslid dat tot het niveau 1 behoort is ordonnateur van de uitgaven.

Het personeelslid dat tot het niveau 2 behoort is rekenplichtige ervan.

Art. 14. Ingeval een revisor aangewezen is overeenkomstig artikel 15 van het akkoord van 24 november 1989, oefent hij toezicht uit op de rekeningen van het Subregionaal Comité en verklaart er de juistheid en echtheid van.

Hij kan kennis nemen van alle boeken en stukken, van de correspondentie, van de notulen en van alle geschriften in het algemeen.

Hij verifiëert waaruit de goederen en de fondsen bestaan waarvan het Subregionaal Comité het gebruik of het beheer heeft zonder zich ooit te mogen inlaten met het beheer ervan.

Hij stuurt een verslag aan de executieven ter gelegenheid van het opmaken van de jaarrekening van het Subregionaal Comité.

Hij vestigt hun aandacht daarenboven op iedere nalatigheid, onregelmatigheid of iedere situatie van dien aard dat ze het financieel evenwicht van het Subregionaal Comité zou in gevaar kunnen brengen.

Het betrokken Subregionaal Comité is belast met de kosten verbonden met het toezicht op de rekeningen.

HOOFDSTUK VI. — *Het territoriaal gebied*

Art. 15. Het territoriaal gebied van elke subregio bepaald in artikel 1 van het akkoord van 24 november 1989 komt overeen met het gebied gedekt door :

1. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Luik;
2. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Hoei;
3. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Namen;
4. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Charleroi;
5. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Aarlen;
6. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Nijvel;
7. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Bergen en van La Louvière;
8. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Doornik en van Moeskroen;
9. de Subregionale Dienst voor Arbeidsbemiddeling van Verviers.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Art. 16. Er wordt aan de voorzitter van het Subregionaal Comité en aan de voorzitter van de Commissie voor Arbeidsbemiddeling — Vorming — Onderwijs een forfaitaire vergoeding van 1 500 frank toegekend evenals de terugbetaling van de werkelijke reiskosten gelijkwaardig met een spoorreisbewijs eerste klas, per vergadering waarbij zij aanwezig zijn.

Er wordt aan de leden van het Subregionaal Comité en aan de leden van de Commissie voor Arbeidsbemiddeling — Vorming — Onderwijs een forfaitaire vergoeding van 500 frank toegekend evenals de terugbetaling van de werkelijke reiskosten gelijkwaardig met een spoorreisbewijs eerste klas, per vergadering waarbij zij aanwezig zijn.

Art. 17. Dit akkoord treedt in werking op 1 maart 1990.

Brussel, 18 maart 1990.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE

Vanwege de Waalse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister voor Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden en de Tewerkstelling,

E. HISMANS

BIJLAGE I.

Rekeningenstelsel voor de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming

I. Balansrekeningen

Klasse 1 Eigen vermogen, voorzieningen voor risico's en kosten en schulden op meer dan één jaar

- 100 Kapitaal
- 120 Herwaarderingsmeerwaarden op immateriële vaste activa
- 130 Wettelijke reserve
- 132 Belastingvrije reserves
- 133 Beschikbare reserves
- 140 Overgedragen winst of overgedragen verlies
- 150 Kapitaalsubsidies
- 160 Voorzieningen voor risico's en kosten
- 170 Schulden op meer dan één jaar — Leningen
- 175 Schulden op meer dan één jaar — Handelsschulden
- 179 Schulden op meer dan één jaar — Diverse schulden

- Klasse 2 Oprichtingskosten, vaste activa en vorderingen op meer dan één jaar
- 200 Oprichtingskosten
 - 210 Immateriële vaste activa
 - 220 Terreinen en gebouwen
 - 230 Installaties, machines en uitrusting
 - 240 Meubilair
 - 241 Rollend materieel
 - 250 Vaste activa in leasing
 - 288 Borgtochten betaald in contanten
 - 290 Handelsvorderingen — klanten
- Klasse 3 Voorraad en bestellingen in uitvoering
- Klasse 4 Vorderingen en schulden op ten hoogste één jaar
- 400 Handelsvorderingen — Klanten
 - 411 Terug te vorderen B.T.W.
 - 412 Terug te vorderen belastingen en voorheffingen
 - 414 Te innen opbrengsten
 - 416 Diverse vorderingen
 - 417 Dubieuze debiteuren
 - 419 Geboekte waardeverminderingen
 - 420 Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vallen
 - 430 Financiële schulden
 - 440 Leveranciers
 - 444 In te komen facturen
 - 450 Geraamd bedrag der schulden met betrekking tot belastingen
 - 451 Te betalen BTW
 - 4510 verschuldigde BTW
 - 4511 aftrekbare BTW
 - 4512 lopende rekening BTW administratie
 - 452 Te betalen belastingen en taksen
 - 480 Diverse schulden
 - 480 Over te dragen huur
 - 491 Verkregen opbrengsten
 - 492 Toe te rekenen kosten
 - 493 Over te dragen opbrengsten
- Klasse 5 Geldbeleggingen en liquide middelen
- 55 Kredietinstellingen
 - 56 Postchequedienst
 - 57 Kassa
- II. Rekeningen voor kosten en opbrengsten
- Klasse 6 Kosten
- 610 Huur en huurlasten
 - 6100 Huur
 - 6101 Huurlasten
 - 611 Onderhoud, herstellingen en inrichting van de lokalen
 - 612 Leveringen aan het bedrijf
 - 6120 Water, gas, electriciteit, verwarming
 - 6121 Telefoon, telegram, telex, telefax, kosten voor postverzendingen
 - 6122 Boeken, bibliotheek
 - 6123 Drukwerken, bureaubenodigheden
 - 613 Vergoedingen aan derden
 - 6131 Niet-personeelsgebonden verzekeringen
 - 6132 Andere (commissiegeld, honoraria, bijdragen)
 - 6133 Transporten en reizen
 - 61331 Reizen, verplaatsingen, representatie van het personeel
 - 61332 Reizen, verplaatsingen, representatie van de leden van de comités
 - 614 Advertenties, reclame, propaganda en documentatie
 - 6140 Advertenties en inlassingen
 - 6141 Catalogi en drukwerken
 - 6143 Kermissen en tentoonstellingen
 - 6146 Dienstreizen en recepties
 - 6147 Documentatie
 - 615 Onderaannemers
 - 620 Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen van de leden van het Comité
 - 630 Dotatie voor afschrijvingen en waardeverminderingen op vaste activa
 - 634 Waardeverminderingen op handelsvorderingen op ten hoogste één jaar.
 - 636 Voorzieningen voor grote herstellingswerken en grote onderhoudswerken
 - 637 Voorzieningen voor andere risico's en kosten
 - 640 Bedrijfsbelastingen
 - 643 Diverse bedrijfskosten
 - 650 Financiële kosten
 - 660 Uitzonderlijke kosten
 - 670 Belastingen op het resultaat
 - 690 Resultaatverwerking
- Klasse 7 Opbrengsten
- 705 Dienstprestaties
 - 740 Bedrijfs subsidies
 - 749 Andere opbrengsten
 - 750 Financiële opbrengsten
 - 760 Uitzonderlijke opbrengsten
 - 771 Regularisering van belastingen op het resultaat
 - 790 Resultaatverwerking